

Épreuve composée

La Réunion, 2022

SUJET A

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

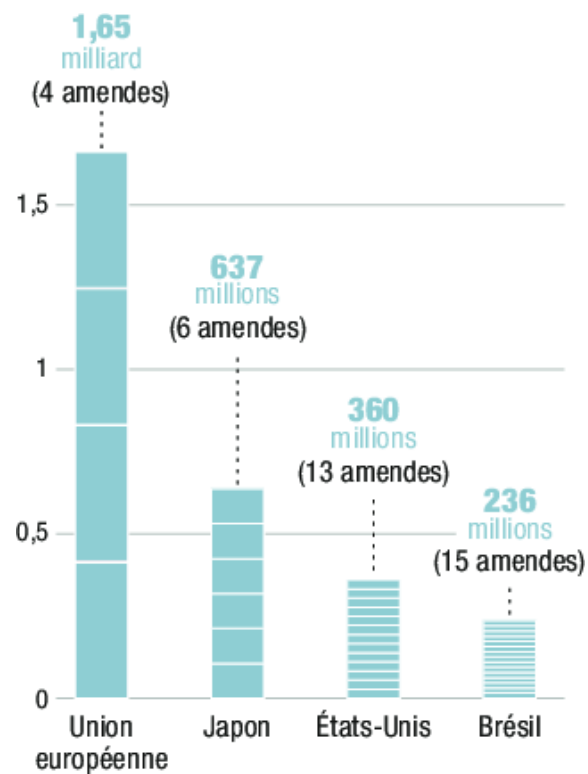
Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Vous présenterez deux évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XXe siècle.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Amendes infligées par les autorités anti-trust contre les cartels dans le monde en 2019 (en milliards de dollars et en nombre d'amendes)



Source : www.usinenouvelle.com, 2021.

Questions :

1. À l'aide du document, vous comparerez les amendes infligées contre les cartels par l'Union européenne et par les États-Unis. (2 points)
2. À l'aide du document et de vos connaissances, vous présenterez les objectifs de la politique européenne de la concurrence. (4 points)

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les institutions jouent un rôle dans la croissance économique.

DOCUMENT 1

Dépenses de R&D¹ (en % du PIB) et PIB par habitant(en dollars constants de 2010)

Pays	Dépenses privées et publiques de recherche et développement(% du PIB)		PIB par habitant (en dollars constants de 2010)	
	1996	2016	1996	2016
Chine	0,56	2,11	1 332	6 884
Allemagne	2,14	2,93	34 967	45 960
France	2,22	2,25	34 276	42 055
Singapour	1,32	2,22	30 414	54 765
États-Unis	2,44	2,77	39 356	52 534

1 : Dépenses de R&D : les dépenses de recherche et développement (R&D) sont des dépenses courantes en capital (privées et publiques). La R&D regroupe la recherche de base, la recherche appliquée et le développement expérimental.

Source : Banque mondiale, 2020.

DOCUMENT 2

Les pays pauvres ont accès à la majeure partie du savoir technique qui existe. Dans ces pays, le progrès technique résulte davantage d'un processus d'imitation que d'un processus d'innovation : la question est d'y adapter les technologies disponibles à l'étranger. Lorsque l'on observe la Chine [...], cela paraît facile. Dès lors, pourquoi tant d'autres pays se révèlent-ils incapables de mettre en œuvre un tel processus ? [...] La plupart des économistes pensent que la principale source du problème [...] réside dans de mauvaises institutions. [...] La protection des droits de propriété pourrait être la plus importante. [...] En pratique, qu'entend-on par « protection des droits de propriété » ? Tout d'abord, un bon système politique dans lequel les dirigeants ne peuvent pas saisir les propriétés de leurs citoyens. Ensuite, un bon système judiciaire qui permet de trancher efficacement et rapidement les différends. [...] Cela comprend des lois claires et bien appliquées sur les brevets, afin que les entreprises soient incitées à faire de la recherche et développer de nouveaux produits. [...] Il reste cependant une question essentielle : pourquoi les pays pauvres n'adoptent pas ces bonnes institutions ? [...] Il est probable que la causalité aille dans les deux sens : un faible niveau de protection des droits de propriété réduit le PIB par tête. Mais il est également vrai qu'un faible niveau de PIB par tête entraîne une mauvaise protection des droits de propriété : les pays pauvres n'ont souvent pas les moyens d'instaurer un système judiciaire efficace. [...] Dès lors, améliorer les institutions et entrer dans un cercle vertueux [...] est souvent très difficile.

Source : Olivier BLANCHARD et Daniel COHEN, *Macroéconomie*, 2017.

DOCUMENT 3

La corruption (l'abus d'une charge publique à des fins personnelles) nuit à l'activité de l'État et compromet les chances de parvenir à une croissance économique durable et inclusive¹. La corruption permet à certaines personnes de se soustraire aux impôts, tandis que d'autres finissent souvent par en payer plus. Les pertes de recettes peuvent également entraver la capacité de l'État à réaliser des dépenses sociales. En outre, la qualité des services publics et des infrastructures est réduite lorsque les décisions des pouvoirs publics sont [motivées] par les pots-de-vin ou le népotisme². De surcroît, la corruption [limite] la confiance envers l'État et peut provoquer une instabilité sociale et politique.

[...] Les pays qui ont réussi à enrayer substantiellement la corruption ont été récompensés par une hausse des recettes fiscales en proportion du PIB (de 13 points de pourcentage en Géorgie et de 6 points de pourcentage au Rwanda). Les données indiquent aussi que la corruption altère la manière dont les gouvernants utilisent les deniers publics³. Les pays moins corrompus consacrent une part plus importante de ressources aux dépenses sociales (par exemple, parmi les pays à faible revenu, la proportion du budget consacré à l'éducation et à la santé est inférieure d'un tiers dans les pays très corrompus). Par ailleurs, les pays plus corrompus dépensent excessivement pour la construction de routes et d'hôpitaux et leurs élèves obtiennent des notes plus faibles aux examens.

Source : Fonds Monétaire International, « Freiner la corruption »,
Moniteur des finances publiques, avril 2019.

- 1 : Croissance inclusive : croissance qui permet de réduire les inégalités sociales au sein d'un pays.
- 2 : Népotisme : système politique dans lequel les dirigeants favorisent les membres de leur famille en leur octroyant des pouvoirs et des postes alors qu'ils n'ont pas les compétences pour les remplir.
- 3 : Deniers publics : fonds qui appartiennent à des organismes publics.

ÉPREUVE COMPOSÉE - <u>SUJET B</u>
--

Polynésie, 2022

Cette épreuve comprend deux parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre aux trois questions proposées en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (10 points)

Question 1 (4 points)

À partir d'un exemple, vous montrerez que l'innovation peut aider à reculer les limites écologiques de la croissance.

Question 2 (3 points)

Présentez la théorie des classes sociales chez Karl Marx.

Question 3 (3 points)

Montrez, à l'aide de deux exemples, que l'engagement politique peut prendre des formes variées.

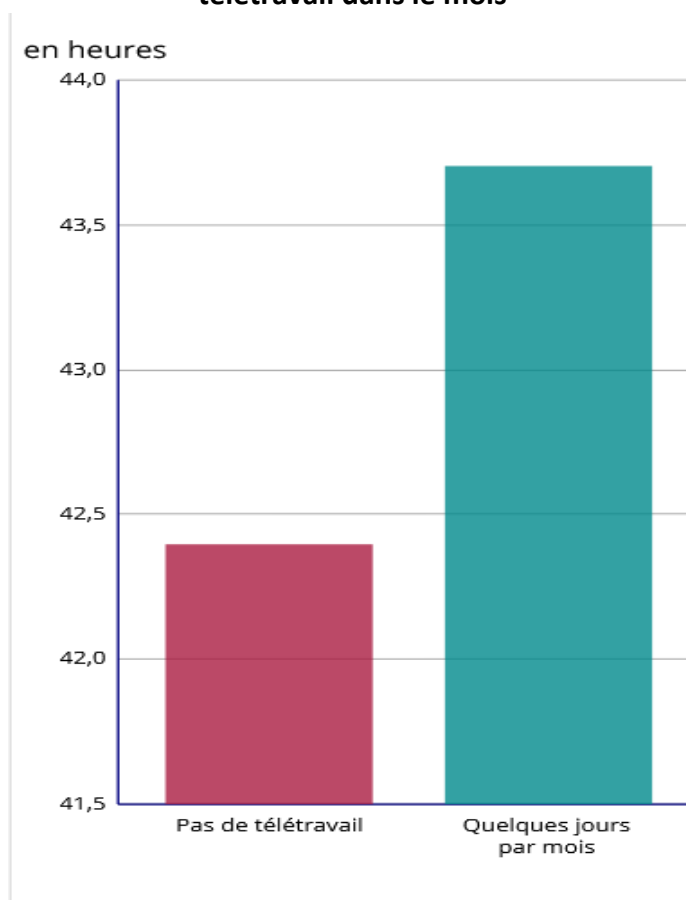
**Deuxième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que le numérique transforme le travail et l'emploi.

DOCUMENT 1

Nombre moyen d'heures de travail par semaine des cadres sans télétravail et avec quelques jours de télétravail dans le mois

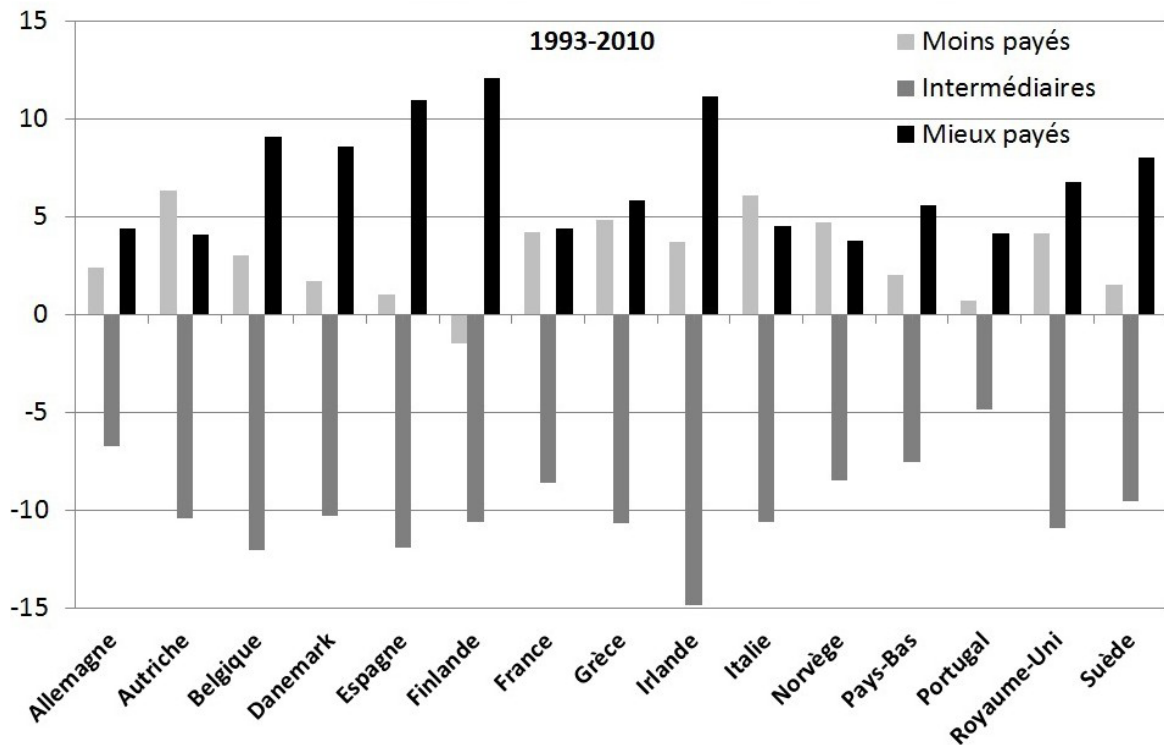


Champ : France métropolitaine, cadres du secteur privé non agricole à temps plein (hors professeurs du secondaire, cadres commerciaux et professions médicales) d'établissements de plus de 10 salariés.

Source : d'après DARES, enquête Surveillance médicale des expositions des salariés aux risques professionnels (Sumer), 2017.

DOCUMENT 2

Évolution des parts des professions les moins payées, intermédiaires et les mieux payées, entre 1993 et 2010 (en points de %)



Source : Grégory VERDUGO, « La polarisation des marchés du travail », *Dossiers thématiques*, www.ses.ens-lyon.fr, 2020.

Lecture : entre 1993 et 2010, en Irlande, la part des professions les mieux payées a augmenté d'environ 11 points de %.

DOCUMENT 3

La puissance de ces plates-formes numériques¹, dont l'essentiel du business model² repose sur des indépendants ou des auto-entrepreneurs, pousse les entreprises traditionnelles dans leurs retranchements.

[...], les organisations fondées sur une « ubérisation du travail », sans protection des travailleurs, commencent par se faire rattraper par les législations des pays où elles se sont déployées. Le Bureau international du travail (BIT) pointe dans un récent rapport l'absence de « *mécanisme officiel pour lutter contre les traitements inéquitables* » et propose d'établir un socle international de droits et protections ... Mais, pour l'heure, c'est la justice qui pose les limites. Aux États-Unis, Uber a accepté de payer jusqu'à 100 millions de dollars pour clore deux recours collectifs de chauffeurs. En Australie, Foodora a fini par cesser ses activités après des poursuites de l'agence gouvernementale Fair Work Ombudsman, à la demande de trois employés dénonçant une sous-rémunération. À Londres, en décembre dernier, la cour d'appel a reconnu à des chauffeurs Uber le statut d'employés pouvant jouir d'un salaire minimum, de pauses et de congés payés. La justice espagnole aussi a requalifié le contrat de travail d'un livreur Deliveroo en contrat salarié.

Des requalifications

En France, les accidents de travail et autres incidents se sont multipliés, obligeant le législateur à intervenir *a minima*. La loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels prévoit que la plate-forme doit aider le travailleur dans le financement de son assurance accident du travail. Ce texte leur garantit aussi des droits syndicaux et un droit à la formation. Une réponse insuffisante puisque les contentieux prud'homaux³ sur le sujet sont en hausse. En janvier 2017, un chauffeur VTC auto-entrepreneur a réussi à se faire requalifier en salarié de l'entreprise LeCab. Le coup de grâce a été porté par la Cour de cassation, en novembre dernier, dans son désormais célèbre arrêt Take Eat Easy, du nom du service de livraison de repas à domicile qui a depuis disparu. Pour la première fois, les magistrats ont reconnu un lien de subordination entre un livreur à vélo et son employeur.

Source : Delphine IWEINS, « Ubérisation : où en est-on ? », *Les Echos*, 27 janvier 2019.

1. : Uber, Deliveroo, Docadom...
2. : Business model : modèle économique, stratégie développée par une entreprise pour développer son activité.
3. : Contentieux prud'homaux : contestation juridique liée au contrat de travail donnant lieu à un procès au Tribunal de Prud'hommes.

ÉPREUVE COMPOSÉE

Amérique du Nord, 2023

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

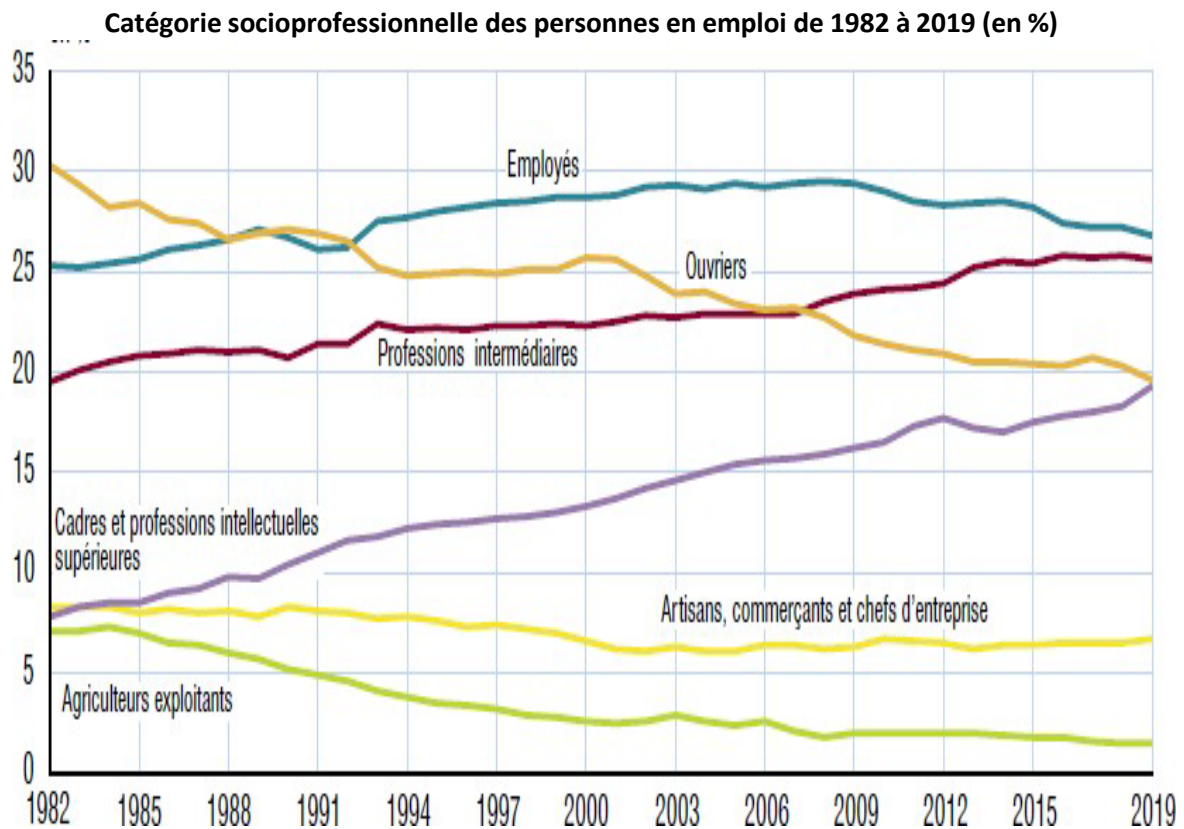
- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Vous présenterez le rôle des avantages comparatifs dans la spécialisation internationale.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)



Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi.

Source : INSEE, 2020.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous comparerez l'évolution de la part des catégories socioprofessionnelles « Cadres et professions intellectuelles supérieures » à celle des « Ouvriers » parmi les personnes en emploi. (2 points)
2. À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous présenterez deux facteurs d'évolution de la structure socioprofessionnelle depuis 1982. (4 points)

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 150-151)

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

(10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que le chômage structurel a plusieurs origines.

DOCUMENT 1

Top 10 des projets de recrutement par métier en 2022 et difficultés à recruter

Métier	Projets de recrutement	Difficultés à recruter
Viticulteurs, arboriculteurs salariés	129 700	45,8 %
Serveurs de cafés restaurants	115 980	63,7 %
Agents d'entretien de locaux	111 930	53,2 %
Aides et apprentis de cuisine, employés polyvalents de la restauration	102 990	58,0 %
Agriculteurs salariés	88 050	51,6 %
Aides-soignants	87 040	74,4 %
Aides à domicile et aides ménagères	84 700	84,8 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	81 530	51,8 %
Ouvriers non qualifiés de l'emballage et manutentionnaires	79 870	47,4 %
Employés de libre-service	69 060	42,9 %

Source : *Enquête Besoins en Main-d'œuvre*, Pôle emploi, 2022.

Lecture : En 2022, parmi les 129 700 projets de recrutement de viticulteurs, d'arboriculteurs salariés, 45,80 % d'entre eux sont exposés à des difficultés de recrutement.

DOCUMENT 2

Lorsqu'un employeur à la recherche de personnes aptes à occuper un poste donné reçoit plusieurs candidatures, un problème se pose à lui : lequel, parmi tous les candidats, est le salarié le plus productif ? Il n'est en effet pas toujours évident de distinguer la productivité des candidats et il se peut que l'employeur embauche finalement le moins productif des candidats qui se présentent à lui. Supposons cependant qu'il arrive à déterminer lequel est le plus productif et qu'il décide de l'embaucher, un autre problème se présentera alors : il se peut, une fois embauché, que l'employé soit un "tire-au-flanc" et finisse par adopter un faible niveau d'effort. Mettre fin à l'existence de ce type de comportement nécessiterait que l'employeur puisse contrôler le niveau d'effort de sa main-d'œuvre ; mais cette opération peut se révéler coûteuse.

Si l'employeur se heurte à ces deux écueils, c'est à cause de l'existence d'asymétries d'informations [...]. Une solution à ces difficultés est à trouver dans le concept de salaire d'efficience [...]. L'introduction d'une augmentation de salaire peut permettre à l'employeur d'augmenter la productivité de la main-d'œuvre tout en réduisant les coûts liés à la rotation de celle-ci (coûts de licenciement, coûts de recherche d'une autre personne pour occuper le poste, etc.). Cette notion est importante, notamment parce qu'elle permet de comprendre en quoi le salaire peut être durablement au-dessus de son niveau d'équilibre, c'est-à-dire le niveau pour lequel on a une égalisation de l'offre et de la demande de travail et donc plein-emploi.

Source : Raphaël MARTIN, www.partageonsleco.com, 30 juin 2020.

DOCUMENT 3

Part des entreprises citant chaque barrière à l'embauche au deuxième trimestre 2019 (en %)

	Industrie	Bâtiment	Services
Compétence indisponible	36	55	29
Coûts liés à l'emploi	15	32	15
▪ Coûts de recrutement	5	11	4
▪ Cotisations sociales trop élevées	11	23	11
▪ Niveau des salaires trop élevé	6	12	5
Réglementation	11	19	8
▪ Coûts de licenciement	5	11	4
▪ Risques juridiques associés au licenciement	7	13	5
▪ Pérennité de la législation du travail	6	10	4

Note : une même entreprise peut signaler plusieurs types de barrières à l'embauche.

Source : *Note de conjoncture*, INSEE, juin 2019.

EPREUVE COMPOSEE

France métropolitaine, 2021

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

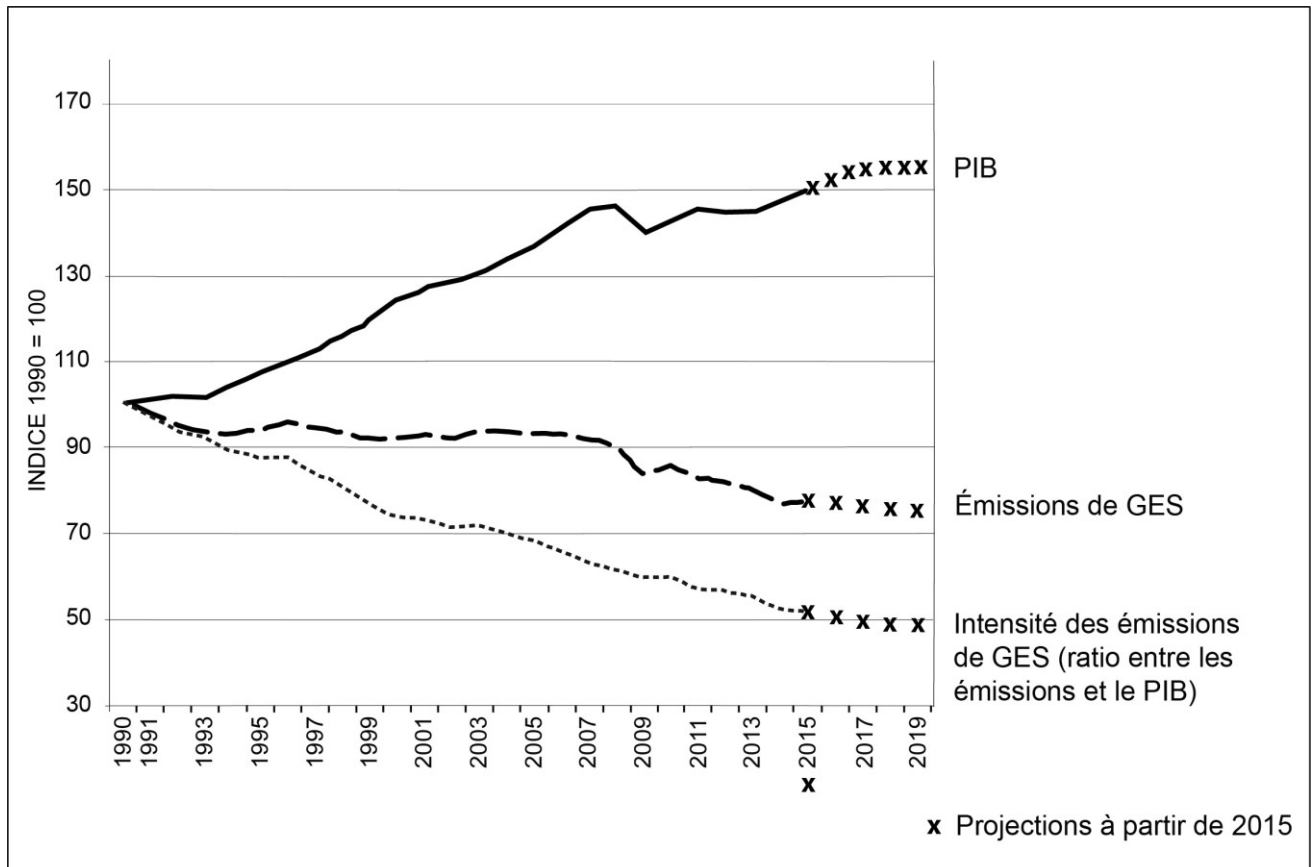
Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

À l'aide d'un exemple, vous montrerez comment la différenciation des produits peut expliquer le commerce entre pays comparables.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Évolutions passées et projetées du PIB, des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'Union européenne



Source : Commission européenne, Deuxième rapport sur l'état de l'union de l'énergie, février 2017.

Questions :

1. À l'aide des données du document, comparez l'évolution du PIB avec celle des émissions de GES entre 1990 et 2019. (2 points)
2. À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous montrerez comment l'innovation peut rendre la croissance économique soutenable. (4 points)

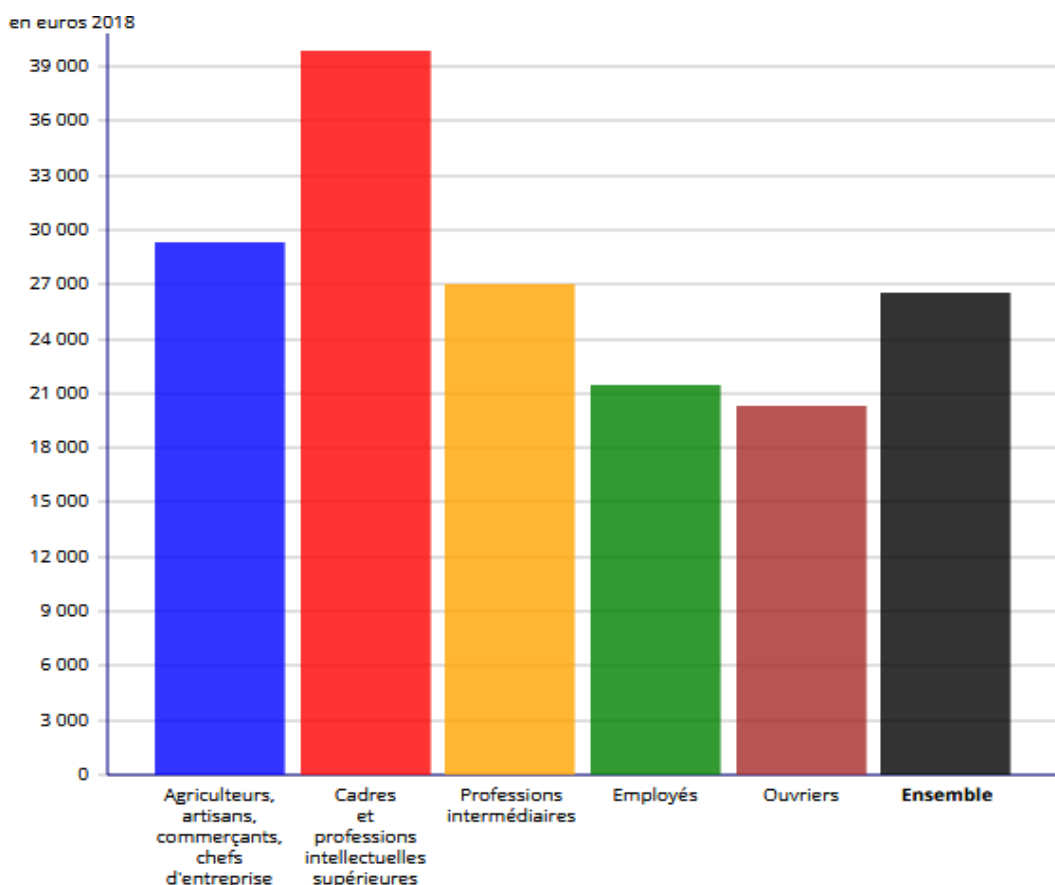
Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la catégorie socioprofessionnelle et le revenu ne sont pas les seuls facteurs qui structurent l'espace social.

DOCUMENT 1

Niveau de vie¹ moyen selon la catégorie socioprofessionnelle, en 2018, en euros



Champ : France métropolitaine, individus actifs de 18 ans ou plus ayant déjà travaillé, vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : INSEE, 2018.

1 : Le niveau de vie correspond au revenu disponible du ménage rapporté au nombre de personnes composant le ménage.

DOCUMENT 2 Écarts de salaires selon le sexe et le niveau de rémunération

(Salaires mensuels nets en équivalent temps plein en 2015)

	Hommes en euros	Femmes en euros	Ensemble en euros	Écart en euros	Écart en %
10% des salariés gagnent moins de ...	1262	1171	1213	-91	-7
20%...	1427	1288	1357	-139	-10
30%...	1573	1396	1490	-177	-11
40%...	1728	1512	1630	-216	-13
50%...	1906	1650	1797	-256	-13
60%...	2130	1830	2004	-300	-14
70%...	2451	2073	2286	-378	-15
80%...	2996	2432	2752	-564	-19
90%...	3990	3149	3646	-841	-21
5% des salariés gagnent plus de	5155	3899	4652	-1256	-24
1% des salariés gagnent plus de	9503	6317	8283	-3186	-34
Ensemble	2438	1986	2250	- 452	-19

Lecture : 50% des femmes ont un salaire inférieur à 1650€ par mois (en équivalent temps plein).
Ce salaire médian est inférieur de 13% à celui des hommes.

Source : www.observatoiredesinégalités.fr, mars 2019.

DOCUMENT 3

Les zones rurales isolées sont celles où le niveau de vie médian est le moins élevé : 1 568 euros par mois, selon les données 2015 de l'INSEE. Les territoires les plus aisés sont les banlieues situées au sein des grands pôles urbains (1 773 euros) et leurs couronnes (1 811 euros). Avec 1 611 euros, les villes-centres occupent une position intermédiaire. Les couronnes périphériques des grandes villes sont le plus souvent occupées par des ménages des couches moyennes qui disposent d'un niveau de vie leur permettant d'accéder à la propriété individuelle. Le milieu rural isolé est, lui, en partie composé de ménages d'agriculteurs âgés avec de faibles retraites, du fait notamment de l'inactivité (officielle) des femmes. [...] Les grands pôles urbains, et tout particulièrement les villes-centres, réunissent les situations les plus contrastées. Ils sont à la fois le lieu des revenus les plus élevés et celui de la plus grande pauvreté. Notamment parce que l'essentiel des logements sociaux se situe dans les grands pôles. Le périurbain se distingue par des revenus médians plus élevés et par une plus grande homogénéité sociale. Quant au rural isolé, il abrite une population pour partie très défavorisée. Le poids désormais très faible dans la population totale de ces populations rurales très modestes accentue encore leur sentiment d'isolement.

Source : « Grandes villes, le cœur des inégalités », www.inegalites.fr, 20 septembre 2019.